

MOLENBEEK-POST-ATTENTATS : LA POLITIQUE SOUS-ESTIME LA PARTICIPATION CITOYENNE



par Johan Leman, (www.johanleman.be), anthropologue,
président du Foyer asbl, centre social à Molenbeek (www.foyer.be)

Le 13 novembre 2015, Daesh se sert de 9 jihadistes-tueurs, dont 4 Molenbeekois (Brahim et Salah Abdeslam, Chakib Akrouh et Abdelhamid Abaaoud) pour les tueries de Paris. Le 22 mars 2016, 5 tueurs-Daesh, dont le Molenbeekois Mohamed Abrini, commettent les attentats à Bruxelles et Zaventem. Un autre Molenbeekois, Salah Abdeslam, tient la une des médias entre les deux dates.

Comment les politiques et les médias ont-ils réagi à cela ? Et les Molenbeekois ? La démocratie, qu'est-ce qu'elle a été ? Quelque chose qui demande qu'on participe à relever les défis ? Ou quelque chose qu'on subit ?

Faits politiques et médiatiques. Les Molenbeekois à la recherche d'une participation

Très tôt déjà, le matin du 14 novembre 2015, le ministre belge de l'Intérieur annonce, comme première réaction aux attentats de Paris, qu'il nettoiera Molenbeek. Il y fera nettoyer une maison après l'autre. Le ministre, pourtant déjà en fonction depuis le 11 octobre 2014, se demande pourquoi il y a si peu de collaboration à Molenbeek entre la Police (dont il est le responsable politique), la Sûreté de l'Etat (dont son collègue de la Justice est responsable) et les services sociaux. Les politiques et les médias sautent sur l'affaire. On ouvre le débat au sujet des 6 zones de police à Bruxelles.

Vu que des ministres et des médias français pointent Molenbeek du doigt, des hordes de journalistes descendent sur Molenbeek. Justine Fontaine, envoyée spéciale à Molenbeek pour TéléObs (23 janvier 2016): « La commune bruxelloise de Molenbeek a vu des reporters du monde entier quadriller ses rues, sonner aux portes et multiplier les directs ».

Mais les Molenbeekois cherchent à ne pas être seulement des gens qui subissent. Le 18 novembre 2015, sur initiative d'un ensemble d'associations molenbeekoises, la place communale se remplit de gens qui veulent montrer leur participation au deuil des Parisiens. Comme présence politique, il y avait le collègue des bourgmestre et échevins, une secrétaire d'Etat régionale, il n'y avait aucun délégué du fédéral. Dans la même période, 60 femmes de Dar al Amal, une maison de femmes à Molenbeek, invitent le ministre de l'Intérieur pour lui demander ce qu'il attend d'elles. Au cabinet, personne ne répond. Une délégation de ces femmes porte alors des fleurs à l'ambassadrice de France qui les accueille gentiment.

Le 28 novembre 2015, les Molenbeekois apprennent que des fonctionnaires de l'administration fédérale vont venir, pour « aider » à contrôler les domiciles à Molenbeek, suite à une décision du ministre

de l'Intérieur. La bourgmestre répond qu'il ne faut quand même pas généraliser quand on parle de Molenbeek, et elle insiste sur ses prérogatives en la matière.

Le 27 décembre 2015, le même ministre annonce qu'un plan Canal, dont il parle déjà depuis trois semaines, est presque prêt. « On doit quand même savoir qui habite où... » — « On mettra fin à l'argent venant de la vente de drogue et d'armes ». Il annonce que le plan sera présenté en janvier, mais qu'aussi bien le fédéral, le régional et le communal sont désormais d'accord.

Un mois plus tard, le 1er février 2016, le ministre — toujours le même — précise néanmoins qu'il n'y aura pas de contrôles de maison à maison. En effet, la bourgmestre avait contesté cette mesure et le chef de police lui avait signalé que c'était tout simplement infaisable. Molenbeek compte 96.000 habitants et plusieurs milliers de nouveaux arrivants par année.

Le 5 février 2016, le plan Canal est présenté. Il y aura un screening hebdomadaire des jeunes radicalisés ou en voie de l'être ; on combattra à toute force la criminalité, la drogue et l'économie illégale ; on fera un screening des maisons de prière et des mosquées. Au total, 200 policiers seront ajoutés aux corps de police du Croissant pauvre à Bruxelles. Coût total : 15 millions d'euros.

Entretemps, les médias continuent à s'intéresser à Molenbeek, et ça s'enflamme de nouveau quand, le 16 mars 2016, à Forest, une fusillade se produit, suivie de perquisitions, et que le 18 mars, Salah Abdeslam est arrêté à Molenbeek.

Le 22 mars, les attaques ont lieu à Bruxelles et Zaventem.

Le 23 mars, à Molenbeek, place communale, l'associatif et les gestionnaires politiques locaux viennent honorer les victimes en respectant ensemble « une minute de silence ». L'associatif cherchait depuis quelque temps déjà à participer à l'endiguement des risques de radicalisation, la plupart du temps avec leurs propres moyens, en cherchant à droite et à gauche du support auprès d'instances privées.

Le 27 mars, néanmoins, les autorités bruxelloises n'autorisent pas un « rassemblement contre la haine » près de la Bourse, mais ce même jour, des hooligans et l'extrême-droite peuvent venir salir l'image de Bruxelles près de cette même Bourse. Par après, ces mêmes autorités auront au moins la décence d'interdire une autre manifestation, imminente, de la soi-disant « génération identitaire »





Le 8 avril, Osama Krayem (habitant à Laeken) et Mohamed Abrini (habitant à Molenbeek) sont arrêtés.

2. Racisme :

Le racisme illustre une forme spécifique de xénophobie. Racisme et xénophobie ne sont synonymes que lorsque l'on désigne l'« étranger » sur base territoriale. L'« étranger » sera alors celui qui provient de l'extérieur des frontières (aujourd'hui « nationales » ou « européennes » mais cela n'a pas toujours été le cas) du groupe auquel j'appartiens. La provenance extérieure de l'« autre » se marque par sa couleur de peau, son ascendance, son origine, mais aussi son mode de vie différent et/ou sa croyance en une religion « autre ». Le racisme renvoie au mesoprocessus comprenant différentes variantes en fonction des exogroupes ciblés : islamophobie, négrophobie, antisémitisme, antiziganisme, ... termes désignant chacun une population particulière considérée comme provenant de l'extérieur des frontières de l'endogroupe », et non-désirée sur le territoire de l'endogroupe.

Le 16 avril, le ministre de l'intérieur, parlant aux Pays-Bas, explique dans une séance de questions-réponses, que « le vrai problème » est qu'une partie de la communauté musulmane « dansait » le jour des attentats. Le premier ministre couvre ces propos par après. Quelques jours plus tard, le ministre de l'Intérieur atténue quelque peu les propos qu'il a tenus.

Le 17 avril, presque un mois après les attentats, la « marche contre la haine » qui aurait dû avoir lieu le 27 mars, a enfin lieu.

La démocratie : participer ou subir ?

Ne s'est-il rien passé d'autre à Molenbeek durant tous ces mois ? Oui, une cellule spécialisée de déradicalisation a été installée auprès de la police. Et les résultats du plan Canal ? Dans la semaine du 25 avril, j'ai vu se promener pour la première fois deux agents de police à pied dans la rue des Ateliers où le Foyer est situé. Ces policiers qui viennent renforcer le corps de police dans le Croissant pauvre viennent presque tous de l'extérieur de Bruxelles. Déjà avant, 26% seulement des policiers en service à Bruxelles habitaient la région. Normalement, on compte jusqu'à trois ou cinq ans avant que quelqu'un s'habitue vraiment à des quartiers comme Molenbeek. Combien d'années, ces nouveaux, qui en réalité viennent remplir le cadre existant, resteront-ils à Molenbeek ? On dit qu'on n'investira pas seulement dans le répressif, mais qu'on renforcera aussi l'enseignement et l'associatif. Au Foyer où je travaille, jusqu'ici, nous disposons de moins de moyens qu'avant. Quel sera le bilan fin 2016 ? Je suis curieux de le voir.

Alors, la démocratie, ce dernier semestre à Molenbeek, qu'est-ce que c'est ? Pour les Molenbeekois, en ce qui concerne le fédéral, il s'agit surtout de subir. A ce niveau de pouvoir, il n'y a que peu de compréhension du fait que l'enseignement et la vie associative ont été confrontés à une énorme explosion démographique entre 1995 et 2016 : 30.000 habitants en plus. Et il n'y a pas plus de compréhension du fait que la commune est très pauvre. Est-ce que quelqu'un du fédéral est venu parler, écouter, échanger des avis ? Ah oui, les Molenbeekois ont vu passer à toute vitesse le roi Philippe... et quelques jeunes sont même parvenus à se faire photographier avec lui ! Au reste, les appréciations sont surtout négatives : nettoyer, contrôler maison par maison, des danses dans les rues ... enfin, des propos qu'on situerait plutôt dans une période coloniale au sujet de soi-disant abrutis dans un trou noir. Voilà comment la gestion démocratique au niveau fédéral a été sentie en bas de l'échelle à Molenbeek.

Quant au niveau régional, il me semble qu'il a été très peu présent aux initiatives de participation émanant de l'associatif sur le plan local.

Reste alors le local. Oui, il me semble que là, il y a eu de sérieux efforts sur le plan de la politique locale pour serrer les rangs et pour mieux cadrer les propos venant d'autres niveaux institutionnels. Et c'est dans le prolongement de ce dernier constat qu'il y a peut-être un message positif à signaler, pour terminer. J'ai la forte impression que beaucoup de Molenbeekois ont commencé, plus qu'avant, à se serrer les coudes. Et que, plus qu'avant, une participation en bas de l'échelle sociale est en train de s'installer.



Benjamine,
Nouvelle Voie Anticoloniale,
groupe anti-raciste des JOC Bruxelles

COMPRENDRE LE RACISME POUR LE COMBATTRE

Le groupe Nouvelle voie anti-coloniale est un groupe anti-raciste non mixte au sein des JOC de Bruxelles. A partir du Voir-Juger-Agir, nous cherchons à construire une analyse de notre vécu collectif, c'est-à-dire celui du racisme.

Dans le cadre de ce numéro du Chou de Bruxelles, nous avons voulu partager quelques éléments de cette analyse en cours sur ce qu'est le racisme, comment nous le vivons et d'où il vient. Analyse qui doit nous aider à lutter ensemble pour un monde enfin débarrassé de toutes les dominations, capitaliste, patriarcale et raciste.

Les définitions courantes du dictionnaire réduisent le racisme à des préjugés raciaux individuels et aux actions intentionnelles qui en résultent. Les personnes qui commettent des actes intentionnellement « racistes » sont réputées mauvaises, et celles qui ne les commettent pas sont bonnes. Mais cette définition contribue peu à expliquer comment les hiérarchies raciales¹ sont systématiquement reproduites.

Le racisme est un système multidimensionnel et hautement adaptatif – un système qui assure une répartition inégale des ressources entre les groupes raciaux. Parce que les dominants contrôlent toutes les institutions importantes et ce, au détriment des autres groupes. Le racisme qui nous préoccupe est le racisme institutionnel parce que, selon nous, même si des personnes appartenant au groupe dominant sont contre le racisme, elles bénéficient quand même de la répartition des ressources contrôlées par leur groupe.

C'est Stokely Carmichael, un membre éminent du Black Panther Party, qui est à l'origine du concept de racisme institutionnel. Le racisme institutionnel (ou encore racisme structurel ou racisme systémique) est une forme de racisme rencontré dans les institutions publiques, les entreprises ou les universités. Stokely le définit comme « l'incapacité collective d'une organisation à procurer un service approprié et professionnel à des individus en raison de leur couleur de peau, de leur culture ou de leur origine ethnique ».

Ce manquement peut se traduire par des attitudes et des comportements qui discriminent au travers de préjugés involontaires, d'ignorance, de manque d'égards et de stéréotypes racistes qui désavantagent les personnes appartenant à une minorité ethnique. En Belgique, elle s'applique principalement aux personnes d'origine extra-européenne. Le racisme institutionnel ne se confine pas aux forces de police mais se retrouve aussi dans d'autres institutions du pays. Il se vit dans la recherche d'un emploi, d'un logement, dans l'accès à certains établissements.

Or, la Belgique, et en particulier Bruxelles, est de plus en plus multiculturelle. A l'heure actuelle, La Belgique compte près de 430.000 belges d'origine marocaine dont la moitié vit à Bruxelles. La majorité des personnes d'origine marocaine sont nées en Belgique et 80 % d'entre elles possèdent la nationalité belge. Ce sont donc des personnes dont l'avenir se situe en Belgique. Pourtant, on continue à les désigner comme « belges d'origine étrangère ».

L'immigration des populations d'Afrique Noire est plutôt atypique. Contrairement aux autres grandes vagues d'immigrations (turque, marocaine,...), l'immigration des communautés africaines en Belgique n'a pas été le résultat d'appels à de la main-d'oeuvre étrangère. Si, dans un premier temps, l'immigration africaine concernait essentiellement des étudiants venus dans le cadre d'accords entre la Belgique et le Congo ou le Zaïre, par la suite cette immigration s'est diversifiée non seulement par la variété d'origines mais également par la diversité des statuts et des causes de l'immigration (demandes d'asile, migration économique,...).

Lorsqu'à l'indépendance, les Congolais sont venus en nombre se former en Belgique, rien ne laissait présager leur installation durable, ni pour eux-mêmes, ni pour les Belges. Les Rwandais et les Burundais sont arrivés plus tardivement et étaient moins nombreux. Ces trois groupes constituent la majorité des migrants issus de l'Afrique subsaharienne, une population dont la sédentarisation n'était ni prévue, ni désirée. Pour les individus faisant partie de cette minorité, toute génération confondue, le racisme est énoncé comme quotidien et durable, comme si l'intégration leur était refusée à jamais.

Pour ne rien arranger, la Belgique a une position marginale à l'échelle européenne par rapport à son passé colonial. Prenons pour exemple la Ville de Bruxelles qui a voulu rendre hommage au Roi Léopold II le 17 décembre dernier, omettant ainsi les 10 millions de victimes de son impérialisme. Avec nos partenaires de Change et Mémoires Coloniales, nous avons dénoncé ce projet et obtenu l'annulation de la cérémonie prévue.

Aujourd'hui, une réelle décolonisation de notre société s'impose. La Nouvelle Voie Anticoloniale entreprend la sensibilisation de la population au passé colonial belge, notamment au travers d'actions de « décolonisation » du patrimoine public. Le chemin est titanesque.

¹ Même si cela semble évident, il est utile de rappeler que nous ne manions pas un concept de race dans le sens biologique du terme mais dans le sens où le racisme a constitué des races sociales, des racisé-e-s dans la mesure où la société nous détermine comme membres d'un groupe soumis au racisme.

² Voir action de sensibilisation aux serres royales avec le Collectif Vérité Coloniale